

JOURNAL DE ROUBAIX

POLITIQUE, INDUSTRIEL & COMMERCIAL

PRIX DE L'ABONNEMENT :

Roubaix-Tourcoing : Trois mois, 13 fr. 50. — Six mois, 26 francs. — Un an, 50 francs.

RÉDACTION & ADMINISTRATION

47, RUE NEUVE, 47. Directeur-Gérant : ALFRED REBOUX

ABONNEMENTS ET ANNONCES :

RUE NEUVE, 47, A ROUBAIX. — A LILLE, RUE DU CURÉ SAINT-ÉTIENNE, 9 bis.

ROUBAIX, LE 20 JUILLET 1886

NOUVELLES DU JOUR

M. Jules Grévy à Mont-sous-Vaudrey

Symptômes encourageants

On a reçu récemment à Paris le premier rapport annuel du Bureau du Travail universel établi par les Etats-Unis.

Ce bureau a été établi à Washington, il y a deux ans, et depuis il a rassemblé des documents de toute part sur la question.

Il s'est enquis du salaire moyen dans les différentes parties du monde, des variations des salaires, du coût de la vie, du coût de la production, des causes des crises industrielles et des remèdes qui ont été proposés pour les alléger.

Le bureau du travail a ainsi publié un gros volume contenant à chaque page des faits et des chiffres remontant jusque dans le passé, c'est-à-dire à cinquante ans.

Ce volumineux rapport étudie en passant la situation faite à l'argent monnayé, depuis la baisse de ce métal, celle des taxes et des tarifs.

Sur le travail et les salaires dans les principales industries des Etats-Unis et du monde, il apporte beaucoup de détails minutieux, car le bureau a des agents partout.

Il dit le nombre des ouvriers employés dans chaque branche de travail, le nombre des jours et des heures de travail, le salaire moyen reçu, le doit et l'avoir de l'ouvrier.

Cela rappelle l'œuvre de M. Le Play sur les monographies d'ouvriers européens, et plus tard, quand il eut fondé la Société d'Economie sociale, sur celle des ouvriers des deux mondes.

Le bureau fait la monographie d'un savant suisse ambulancier, nous dit ce qu'il gagne par semaine dans ses courses.

Il nous parle du régime quotidien d'un mineur autrichien et de ce que lui coûte l'entretien de sa famille.

Il nous apprend qu'à Leeds, en Angleterre, un cordonnier gagne moyennement 4 schellings et cinq pences par jour, soit 5 francs 50 centimes, et qu'il dépense par an 43 dollars et 80 cents, soit 219 fr., rien que pour ses menus plaisirs.

A Manchester, un bon bricoteur a un salaire plus élevé, dépense moins pour sa bière ; mais pour sa « religion et d'autres choses fortuites », il dépense 24 dollars 96 cents, soit 124 francs 80 centimes.

Quant à la crise générale du travail, à la baisse des prix, des salaires, à la réduction au minimum des profits, comment toute cette crise est venue, combien durera-t-elle, quels remèdes à opposer, c'est ce que le rapport discute.

Sa théorie est que les moyens de production sont en excès sur les besoins de la consommation, et que c'est à cela, en partie, que la crise industrielle est due.

Mais il y a d'autres causes à désordre économique. Des récoltes abondantes en Angleterre et dans l'Europe occidentale ont affecté les exportations des Etats-Unis et, par suite, les transports intérieurs de ce pays.

La diminution de la demande européenne des cotons américains a exercé une influence analogue sur les Etats-Unis, et elle a été elle-même le résultat de la crise industrielle en Europe.

Quel remède apporter à tout cela ? Un de ceux que choisit et propose le bureau est de répartir les profits entre les maîtres et les ouvriers. Il dit que ce système, partout où il a été appliqué, a amené l'harmonie entre les parties et réconcilié leurs intérêts. En d'autres termes, ce n'est là que la participation aux bénéfices, qui a si bien réussi en Europe pour tant d'industries diverses.

La conclusion du bureau est qu'après tout la crise industrielle, qui remonte à quelques années, en 1882, n'a pas été aussi sérieuse que le peuple l'a cru et qu'il y a des signes certains qu'elle tend à disparaître.

Il semble que le retour à la prospérité, la reprise des affaires s'annoncent doucement, mais graduellement, comme avec quelque certitude.

Saluons ce symptôme encourageant.

Le président de la République est parti lundi matin à 8 h. 55 pour Mont-sous-Vaudrey, avec M. Grévy, M. et Mme Wilson.

Le président a quitté l'Élysée à 8 h. 10, accompagné du général Pittié, secrétaire général de la présidence, et du colonel Fayet. Il a été reçu à la gare par le directeur du chemin de fer de Lyon, M. Noblemaire.

Le colonel Canoe, commandant militaire de l'Élysée, avait précédé le Président à la gare et l'accompagné à Mont-sous-Vaudrey.

Mont-sous-Vaudrey, 19 juillet. — Le président de la République, Mme Grévy, Mme Wilson et le colonel Canoe sont arrivés à 6 heures. La municipalité, les pompiers, la musique, les enfants des écoles et une foule considérable les attendaient à la gare. La ville avait pavé la route d'une grande illumination et un bal gratuit ont été donnés par la fanfare.

Le maire a adressé un discours. Le président a répondu. « Mon cher maire, je remercie la municipalité ainsi que les habitants de l'empressement qu'ils mettent à me recevoir. Vous pouvez être assuré de mon entier dévouement aux institutions du pays. En maintenant mon mandat, les représentants de la nation m'ont prouvé une fois de plus leur confiance ».

Les petites filles des écoles ont offert un bouquet aux petites-filles du président, Marguerite et Jeanne Wilson.

Le départ du duc d'Aumale

Bruxelles, 19 juillet. — M. le duc d'Aumale a quitté Bruxelles ce matin par l'express de 7 heures pour Ostende. Il était accompagné de MM. le vicomte de Chazelles, du capitaine Quillet et de M. Langlet.

Un grand nombre de personnes, à Ostende, sur le quai, sont venues saluer le prince au moment de l'embarquement. Celui-ci a paru très sensible à ce témoignage de sympathie. Les amers a quitté le port à 11 heures.

Douvres, 19 juillet. — Le duc d'Aumale est arrivé ici à 3 heures après une heureuse traversée. A l'arrivée du bateau plusieurs centaines de personnes se trouvaient sur le môle pour souhaiter la bienvenue à l'illustre exilé.

Le prince a remercié vivement tout le monde de l'accueil qui lui était fait ; il est resté longtemps sur le môle, s'entretenant familièrement avec quelques-uns des personnes venues à sa rencontre.

Après quatre heures il est parti pour Londres où il a renoué à la gare de Charing Cross le compte de Paris avec lequel il continue son voyage jusqu'à Tunbridge-Well.

Les dix millions d'indemnité des malgaches

Il paraît, dit la Patrie, que grâce à l'Angleterre, le gouvernement malgache a trouvé les 10 millions d'indemnité de guerre promise à la France. Cette somme sera certainement versée entre nos mains avant la fin de l'année.

Les courses de Saint-Germain

Paris, 19 juillet. — Les courses de ce jour ont été marquées par un accident mortel et un incident banal.

Le duc d'Alençon, jockey Salmon, montant Ekalou à M. Ed. Blanc, qui s'est cassé la colonne vertébrale et fracturé le crâne en tombant au saut d'une haie, ensuite la mise en grève générale de toute la corporation des bookmakers par suite du projet en voie d'exécution tendant au remplacement du pari à la cote par le pari mutuel.

Le duc de Chartres

Dimanche matin, le duc et la duchesse de Chartres ont quitté Paris, par le train de 9 h. 40 de la gare du Nord, accompagnés de leurs enfants, les princes Henri et Jean d'Orléans et la princesse Marguerite d'Orléans, se rendant en Angleterre par l'Écosse.

Le duc de Chartres va en Danemark pour voir sa fille, la princesse Valdemar, Mme la duchesse de Chartres se rend avec ses enfants à Tunbridge-Well, après du comte de Paris et du duc d'Aumale.

L'état de la duchesse d'Alençon

On lit dans la Gazette de France : L'état de Mme la duchesse d'Alençon est toujours des plus graves.

Mgr le duc d'Alençon, en proie à la plus vive douleur, veille nuit et jour à son chevet, assis du roi et de la reine de Naples.

Un monument commémoratif de la Révolution française

Paris, 19 juillet. — Le conseil municipal de Paris a adopté les conclusions du rapport Depasse tendant à ériger, sur l'emplacement des Tuileries, un monument commémoratif de la Révolution française, qui serait inauguré en 1889.

La maladie du maire de Deczeville

Deczeville, 19 juillet. — L'état de M. Cayrade est très grave.

Un scandale

On lit dans un journal de Paris : On nous voudrions voir démentir le fait suivant, qui est de nature à exciter une vive émotion dans le monde universitaire et que nous ne relations que sous les réserves les plus expresses.

« Il y a trois ou quatre jours, la veille même du baccalauréat des lettres (seconde partie), une dépêche nous signale et reproduisant le texte même des sujets devant être donnés le lendemain en composition, aurait été adressée au vice-recteur de l'Académie de Paris ».

Après enquête sur ce fait singulier, il aurait été reconnu qu'un employé subalterne de la faculté des lettres avait moyen, depuis deux ans, de se procurer le texte des compositions et de le livrer avant l'examen, contre argent comptant, à des chefs d'institution. Ce fait, on le comprend, n'éprouvait pas des lors de grandes difficultés à styler : ceux de leurs élèves qui étaient candidats.

Une réunion de professeurs et maîtres de conférences de la Sorbonne aurait été décidée par le doyen afin de déterminer la conduite à tenir.

Un prêtre assassiné en Espagne

Lanciano, 19 juillet. — Le curé Nicola Lanci, de Guasalmarelli, a été tué d'un coup de pistolet pendant la célébration de la messe, au moment où il se retournait vers le public.

Le meurtrier est un propriétaire du nom de Calozor. Il s'est constitué prisonnier. On l'accusait d'être ecclésiastique d'un crime imaginaire.

Rixe sanglante

Hier soir, à Ansy-lès-Bondy, près Montmorency, une rixe éclatée entre des ouvriers belges et des ouvriers français. Un de ces derniers a été grièvement blessé au bas-ventre où il a reçu deux coups de couteau.

La chaleur à Madrid

Madrid, 19 juillet. — Il règne une chaleur extraordinaire à Madrid; le thermomètre a marqué hier 43 degrés centigrades à l'ombre. Une femme est morte d'insolation.

Périlleuse ascension

Bâle, 19 juillet. — Un clubiste l'Abbas, M. Burkhardt, accompagné des deux guides Fritz Feuchtmann et J. Jossi, a été surpris au glacier du Gugg par une masse de neige et de glace détachées des pics. Le guide Jossi fut précipité dans le vide, l'autre guide et le clubiste réussirent à se maintenir contre les rocs, tous trois étaient liés par la corde du siphon. Cette situation périlleuse dura près d'une demi-heure.

Au moment où les trois malheureux étaient à bout de forces, arriva une caravane partie le matin de la petite Schildegg et qui réussit à les sauver.

Un des guides, nommé Schlegel, de Gundelwald commença les autres, se suspendit dans l'air; il réussit à passer une nouvelle corde autour du guide Jossi et on l'enleva ainsi.

La dynamite en Russie

Odessa, 19 juillet. — L'administration des chemins de fer du Sud-Ouest vient d'informer les autorités judiciaires, que depuis le rétablissement du train rapide jusqu'à Wolotchisk, on a déjà pu constater deux tentatives faites en vue de provoquer une catastrophe.

La première fois, les malfaiteurs avaient enlevé sa rail et leur tentative échoua seulement parce que le mécanicien du train n'y s'en apercevoir à temps.

On a découvert aussi une sappe pratiquée sous la voie. Des mesures énergiques sont prises pour arrêter les auteurs de ces tentatives criminelles.

On lit dans l'Économiste que le gouvernement s'occupe en ce moment de rédiger une circulaire qui sera adressée par chacun des ministres aux préfets, directeurs ou chefs de service des administrations placées sous leurs ordres, pour les inviter à signaler les agents et employés connus par leur hostilité envers la République. Les vacances parlementaires sont un moment très bien choisi pour cette belle besogne. Sénateurs et députés de gauche pourront y apporter leur concours.

ACTIONS D'ÉCLAT DU DUC D'AUMALE

En lisant à la Chambre des députés les dates des commissions du général Henri d'Orléans. M. le ministre de la guerre n'a pas donné connaissance de ses actions.

En voici le résumé sur pièces officielles :

- 1840. AFRIQUE. — Cité à l'ordre de l'armée pour avoir : 1. Chargé volontairement le 27 avril, à la tête du 1er chasseur d'Afrique; 2. Le 12 mai, donné son cheval au colonel Guesviller, démonté, et marché avec les grenadiers du 23e, à l'assaut du col de Mousz; 1841. AFRIQUE. — Cité par le maréchal Bugeaud, pour la manière dont il conduisit sa troupe (24e de ligne), aux combats des 3 et 4 avril, 3 et 5 mai; 1842. AFRIQUE. — Commande l'infanterie du maréchal Bugeaud dans une longue expédition de montagne (octobre, novembre et décembre); 1843. AFRIQUE. — Commande aux avant-postes pendant un rude hiver. — Janvier : dissipe un rassemblement considérable sur le Haut-Chébil. — Mars : expédition sur les pentes du Djurja et combats chez les Kabyles. 10 mai : avec cinq cents chevaux, il attaque et prend le smalah d'Abd-el-Kader, enlève 5 drapeaux, des milliers de prisonniers, etc.; 1844. AFRIQUE. — Conquête de Biskara et du Bélimza. — Conduit en prison, et à pied, l'infanterie à l'attaque de Méchounech ; cheval tué sous lui en chargeant à la tête du 3e chasseur, le 24 avril ; état-major décimé, etc. — Pacification de la province de Constantine; 1845. AFRIQUE. — Expédition dans l'Oues-Senis. — Soumission des grands tribus du Sud; 1847. Reçoit la soumission d'Abd-el-Kader. — Pacification de l'Algérie.

CHANCELIERS EN VOYAGE

Voici l'état. C'est la saison où les diplomates qui ne sont pas, plus que les autres hommes, exemptés des infirmités de ce monde, vont faire une cure thermale, où M. le comte Kalnoky va régulièrement prendre langue à Kissingen, où M. de Bismarck, lui, prend les eaux. Le programme habituel s'exécutera cette année comme les précédentes, de point en point, sans aucune variante.

Le chancelier austro-hongrois passera trois ou quatre jours auprès du chancelier allemand ; ils échangeront, dans le silence et le mystère d'un cabinet matelassé, leurs vues sur l'état de l'Europe et les éventualités de l'avenir, puis ils se sépareront. M. Kolnoky rentrera à Vienne, et quelques jours après M. de Bismarck aura rejoint la solitude de Varsin. Entre temps, la presse débordera de prétendues révélations sur l'entrevue de Kissingen et, à la fin de l'année, après des alternatives d'alarmes et d'apaisements, tout se trouvera réduit en somme à une conférence de plus entre les deux chanceliers.

C'est dire que nous sommes assez sceptiques sur ce genre de manifestations, même quand à la rencontre de deux ministres dirigeants à Kissingen, doit succéder celle des deux empereurs à Gastein. L'importance, en pareil cas, est très relative : ces visites de courtoisie attestent uniquement que l'accord austro-allemand tient toujours. Qui en a jamais douté ? Cet accord ne fait-il pas l'objet de stipulations précises ? Ne repose-t-il pas sur un traité en bonne et due forme ? Dès lors, cet échange de témoignages d'amitié n'a aucune valeur intrinsèque, hormis celle d'une consécration morale, toute platonique, des engagements contractés entre les deux empires.

L'appréciation que nous venons de formuler est encore plus vraie cette année que les précédentes. Malgré un réel malaise international et d'apparents points noirs à l'horizon, Dieu merci, Dieu merci ! menacé d'immédiate perturbation. La paix n'a jamais été mieux assurée, car elle ne dépend plus seulement de la mobile volonté des hommes.

mes, elle est dorénavant, et pour un assez long avenir, garantie par la force des événements. Oui, les événements qui parfois conspirent contre la tranquillité des nations, s'associent aujourd'hui comme pour les préserver des dures et sanglantes épreuves de la guerre. La situation présente de l'Europe se peut donc ainsi définir : la paix sera maintenue, parce qu'elle ne peut pas être troublée. Est-il une plus solide garantie, une plus consolante constatation.

Paralysée par la crise irlandaise, aux prises avec une situation intérieure qui sollicite toute son attention, l'Angleterre doit, jusqu'à nouvel ordre, renoncer à avoir une politique internationale active. En arrivant au pouvoir, lord Salisbury tout le premier, s'il est à l'heure actuelle d'un avis différent, reconnaîtra qu'au moins, en matière de diplomatie, les conservateurs sont obligés de se séparer des traditions de lord Beaconsfield. Avant de se préoccuper de ce qu'il faut faire à Sofia et à Batoum, nos voisins voudront savoir ce qu'ils passera à Westminster, ou à la Chambre nouvelle sera bientôt assemblée, et où le gouvernement nouveau, quel qu'il soit, n'aura pas de majorité, ni d'espoir de s'en créer une.

Grâce aux embarras qui l'assiègent chez elle, l'Angleterre ne sera pas tentée d'intervenir chez les autres. Si le conflit avec la Russie doit éclater un jour, si le duel entre la balle et l'éléphant est inévitable, rassurons-nous quant à présent, le choc entre ces deux puissances est ajourné, nous ne dirons pas à des temps meilleurs, mais à des temps lointains.

L'action de la Russie ne sera donc pas gênée par la jalouse surveillance de la Grande-Bretagne. Mais elle ne sera pas entièrement libre pour cela. Le cabinet de Saint-Petersbourg est forcé de compter avec sa double alliance. Dans la poursuite de ses desseins, on l'oblige de son allié l'Allemagne, et elles les ménagera. La Russie n'est pas assez folle pour déclencher une guerre où elle serait seule contre l'Autriche, l'Allemagne et peut-être la Turquie. Elle aussi, comme l'Angleterre, sera pacifique, parce qu'elle ne peut pas faire autrement.

Or, ne pouvant supposer que l'entrevue de Kissingen cache quelque trame trombeuse, nous devons bien admettre qu'elle est tout uniment la « réédition de la visite que les chanceliers d'Autriche-Hongrie ont coutume de faire chaque année en cette saison au chancelier d'Allemagne, visite où la politique n'est sans doute pas étrangère, mais où la courtoisie tient autant de place que le reste.

Un discours de M. Bocher

Appelé à présider la réunion du comité conservateur départemental du Calvados, réunion qui vient de se tenir à Caen, l'honorable M. Bocher a prononcé, en ouvrant la séance, une éloquente allocution. En voici un extrait.

Le gouvernement est-il moins violent et moins faibliste, moins enclin à l'indulgence, moins lâche envers les révolutionnaires, les anarchistes, — lâche à Decezeville, violent à Châteauneuf ? Est-ce que l'administration est moins intolérante, la justice plus équitable ? Est-ce que nos droits, nos libertés, nos franchises sont plus respectés, nos finances mieux administrées, nos charges moins pesantes ? Et le Parlement ? Le pays avait envoyé à la Chambre deux cents députés conservateurs, régulièrement, loyalement élus ; à peine réunis, la minorité a été arbitrairement, odieusement mutilée.

Et cette majorité triomphante, qu'a-t-elle fait ? Quelles lois, quelles mesures, quelles réformes ? Elle a tout agité, tout troublé ; rien achevé, rien résolu. L'agriculture, malgré ses souffrances, attendra, et probablement longtemps encore, que les promesses qu'on lui avait données, que les espérances qu'elle avait un instant conçues, se réalisent. Le budget attendra aussi jusqu'à nos dernières heures de l'année pour être examiné, discuté, voté en hâte.

Le déficit, lui, n'attend pas ; chaque mois, chaque jour, il s'accroît ; et déjà, au moment où je vous parle, pour les six premiers mois de l'exercice, il va s'élever à près de deux cents millions. En vue d'un diminuer le poids, et contrairement à ce que nous qu'on nous répétait, il y a encore quelques mois, on a émis un premier emprunt d'un milliard, qu'un autre suit de bien près. Pour en payer les intérêts, vous savez de quelles taxes nouvelles, de quelles mesures vexatoires, inévitables, vous, contribuables du Calvados, vous êtes particulièrement menacés.

Je dis que le Parlement n'a rien fait. Je me trompe. Finissant, comme il avait commencé, par l'iniquité et la violence, il a fait une loi de proscription : il a chassé du pays les premiers de ses citoyens, il a classé de l'armée les premiers de ses soldats.

LA CENSURE

On fait grand bruit en ce moment à Paris, d'un vote de la commission du budget concernant la censure. A entendre plusieurs de nos confrères, cette institution déjà abolie, puis rétablie de fois, aurait été irrémédiablement condamnée. Il n'en est rien pourtant, car la décision qui vient d'être prise se réduit à une proposition de suppression du traitement des trois ou quatre fonctionnaires qui étaient chargés d'exercer une surveillance préventive sur les œuvres dramatiques.

La Chambre sera-t-elle de l'avis de la commission du budget ? C'est ce qu'on ne sait pas, mais le fait-elle que le ministre des beaux-arts, tout au moins le ministre de l'intérieur, n'en conservera pas moins le droit, jusqu'à ce qu'un loi ait explicitement aboli la censure, de confier à des agents placés sous ses ordres le soin de luisignaler les pièces qui pourraient choquer la morale, troubler l'ordre public ou contenir contre des puissances étrangères des attaques de nature à altérer nos relations avec elles.

Très prématurément, la censure a donc été enterrée. Elle vivait, elle vit encore, mais, il faut le reconnaître, sans faire parler beaucoup d'elle. Elle fermait sans doute les yeux pour ne point voir et les oreilles pour ne pas entendre, car tout cet hiver on a pu apprécier, en plusieurs circonstances, combien elle était devenue tolérante, facile. Le mot leste ne l'effraye plus, l'allusion grivoise la laisse insensible, et, dans les cafés chantants notamment, elle n'a mis son veto à aucune gaillarderie.

Mais, medira-t-on, vous oubliez Germinal, la pièce de M. Zola qui a été interdite ? Non certes, je n'ai point perdu le souvenir de cet incident sur l'opportunité duquel je n'ai pas à m'expliquer, voulant seulement décharger la pauvre censure de la responsabilité de ce fait. Germinal a été interdit par M. Goblet, ministre des beaux-arts, et les censeurs chacun le sait, se montraient au contraire fort accommodants.

Or, ce que M. Goblet a fait hier, il peut le recommencer demain, alors même que les traitements des censeurs auraient été supprimés. Et déjà l'on parle de rendre à M. le ministre de l'intérieur les attributions qu'il avait enge nagère. Les auteurs dramatiques gagneront-ils à avoir pour juges à Paris M. le préfet et MM. les commissaires de police de la République ? Je voudrais bien qu'on les consultât. Ne sont-ils pas les premiers intéressés ? Sera-t-il préférable pour eux, par exemple, que lorsqu'une pièce aura deux ou trois représentations, pour une cause ou pour une autre, M. le préfet de police, armé de ses pouvoirs discrétionnaires vienne prendre un arrêté pour interdire une pièce qui lui paraîtra de nature à compromettre la tranquillité et à amener des rixes entre les citoyens ?

La censure actuellement exercée par des fonctionnaires peu habitués aux choses du théâtre, des esprits conciliants qui ne paraissent pas disposés à entrer dans la voie des tracasseries et des abus de pouvoirs. Dès qu'une difficulté se souève, que leurs scrupules sont en éveil, il s'établit, entre eux et les auteurs, des rapports toujours courts et où ils font toujours preuve du désir d'arriver à une entente. En un mot, ils se contentent, pour justifier leur existence, inévitables sur les formalités à remplir, très coulautes quand il s'agit des œuvres dramatiques elles-mêmes.

A plusieurs reprises, je les ai contemplés dans l'exercice de leurs fonctions, ces terribles fonctionnaires auxquels la commission du budget enlève si brutalement les émoluments. Il m'ont paru avoir appris leur métier dans le royaume d'Yvetot. La direction, à toutes les répétitions générales leur réservait bien deux ou trois banquets dont aucun profane ne pouvait approcher ; mais jamais je ne les ai entendus faire la plus légère observation. Quand un propos leste était lancé, c'était eux qui riaient le plus fort, et ils paraissaient bien plus préoccupés de suivre les progrès de nos étoiles que d'interdire des dialogues scabreux.

En les supprimant, on fera disparaître l'une des joies du théâtre, et l'on mettra plus d'un ministre dans l'embarras. Grâce à l'existence des censeurs, le gouvernement pouvait, lorsqu'il lui paraissait nécessaire d'interdire une pièce, se retrancher derrière eux. Aujourd'hui, lui seul devra agir, donner spontanément des ordres, et tout empêchement mis à la représentation d'œuvres sans importance, à l'exhibition d'un personnage politique, donnera lieu à une interpellation, qu'a-t-elle fait ?

La décision de la commission du budget, de toutes façons, ira contre ce qu'elle se propose de faire, et que, demain, les censeurs congédiés, un théâtre s'avise de donner une pièce où les hommes au pouvoir seront baffoués de la même façon, on verra si le cabinet n'est pas sommé de s'expliquer sur sa longanimité coupable. (Solet)

LA LAINE A LONDRES

(de notre correspondant particulier)

Londres, 17 juillet 1886.

Voici la liste des quantités qui ont été offertes dans les 28 séances qui ont composé la troisième série d'enchères de laines coloniales sur notre marché de 16 juin au 17 juillet :

Table with 2 columns: Location and Quantity in bales. Includes Sydney (75,428), Queensland (12,174), Port-Phillip (78,068), Adelaide (28,121), Swan-River (10,492), Van Diemen (13,543), N.-Zelande (116,341), Cap de B.-Espér. (27,882), Ensemble (362,652).

Du total ci-dessus, 7,000 bales seulement attendent une réalisation prochaine.

Sur les 355,000 bales vendues, l'exportation en a enlevé 220,000 et compris 6,000 pour l'Amérique. La hausse de 25 à 30 0/0 annoncée des l'ouverture des enchères sur tous les genres inférieurs et moyens, n'a pas tardé en dépit de la résistance des Anglais, à s'affirmer dès les premiers jours, et la France a pu pendant près de quinze jours absorber presque à elle seule les quantités énormes offertes journellement. Au cours de la troisième semaine on pouvait déjà distinguer, chez les Allemands comme chez les Anglais, une tendance de plus en plus marquée à sortir de leur réserve et petit à petit, la vue non seulement opérant aux cours établis, mais encore payer sur maintes affaires une nouvelle avance de 5 et quelquefois 10 0/0. C'est ainsi que nous sommes arrivés à clôturer à des prix qui sont sur ceux d'avril de 40 0/0 plus élevés.

Les genres les plus recherchés et sur lesquels la différence est la plus sensible sont les qualités inférieures et moyennes, surtout en Soured : les meilleures laines, tout en participant à la hausse

BULLETIN ÉCONOMIQUE

L'IMPORTATION ET L'EXPORTATION ALLEMANDES EN 1885

Le bureau de statistique de l'empire vient de publier les chiffres relatifs à la valeur de l'importation et de l'exportation allemandes en 1885. Il a été importé 2 milliards 94 millions de marks, soit 316 millions de marks de moins qu'en 1884. Cette diminution provient, pour une bonne part, de l'introduction très considérable de produits et de marchandises, qui a été provoquée par l'élévation des droits annoncée pour 1885. La spéculation a constitué des stocks importants, qui ont pesé sur l'importation en 1885. L'importation a été, en milliards de francs :

Table with 2 columns: Year and Value in billions of francs. Shows a decrease from 1884 to 1885.

L'exportation, en 1885, a été de 2 milliards 860 millions de marks, soit une diminution de 344 millions. Voici, en milliard de francs, les totaux en :

Table with 2 columns: Year and Value in billions of francs. Shows a decrease from 1884 to 1885.

La Frankfurter Zeitung constate que la diminution de l'exportation montre qu'étranger achète moins de produits allemands, et que c'est en partie la conséquence de la politique douanière inaugurée par le prince de Bismarck en 1879. Cette politique a été imitée dans tous les Etats limitrophes, si bien que l'exportation allemande se heurte à de véritables murailles de Chine.

CHRONIQUE ÉLECTORALE MARCOING

L'émancipateur dit que M. Desmoutiers, conseiller général sortant, qui avait été élu comme républicain à une élection partielle, ne sollicite plus les suffrages des électeurs de ce canton.

MARCHIENNES

La candidature de M. Alfred Honoré, fabricant de sucre à Péquignourt, a été acceptée avec une faveur unanime dans toutes les communes du canton.

LANDREDIES

M. le docteur Desmonin, conseiller sortant, a été, dit l'Observateur, choisi par une soixantaine de républicains, comme candidat pour le conseil d'arrondissement.

AVESNES-NORD

M. Jules Hironx pose de nouveau sa candidature de gauche au conseil général.

CALAIS

M. Ribot, l'ancien député centre-gauche, se présente au Conseil général, ayant pour concurrent le citoyen Cazin, conseiller municipal radical de Calais.

CHRONIQUE LOCALE ROUBAIX

Les courses de Roubaix auront lieu, comme nous l'avons déjà annoncé, le dimanche 8 août sur le bel hippodrome de Watrelos. La commission organisatrice, qui se compose de M. Georges Cateau, président, et de MM. Cesar Scarpel, Léon Lebeuvre et Hector Tiberghien, commissaires, ne néglige rien pour faire de cette journée une réunion aussi brillante que celle de l'an dernier, l'une des mieux réussies que la Société des Courses ait à son actif.

&lt;